

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL CONSULTATIF DE LA PME OPTIMISTE

Meda II sera plus performant

Le deuxième programme de mise à niveau des petites et moyennes entreprises, mis en place dans le cadre du MEDA II, sera plus performant, a déclaré Zaïm Benssassi, président du Conseil national consultatif de la PME.

Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) - «La première opération de mise à niveau n'a pas atteint les résultats escomptés. Les négociations lancées dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne ont été légères.

En définitive, on s'est rendu compte que c'était un leurre. Les entreprises qui ont, d'ailleurs, bénéficié de cette mise à niveau sont livrées à elles-mêmes !» a déclaré, hier, M. Benssassi, dans son intervention à l'émission «L'invité de la

rédaction», diffusée sur les ondes de la Chaîne III.

Répondant à une question sur le nouveau programme de mise à niveau mis en œuvre récemment par le gouvernement, le président du Conseil national consultatif de la PME a affirmé qu'il sera plus performant. «C'est un directeur algérien qui suit le programme.

J'ai confiance en ce programme conduit par des Algériens, par des bureaux d'études algériens. Et j'espère que les entreprises qui

y adhéreront suivront et que nos bureaux d'étude seront à la hauteur», a-t-il déclaré, précisant, au passage, que le nombre d'entreprises bénéficiaires a été limité à 220. Aussi l'entreprise est-elle libre de choisir son bureau d'études.

Le bâtiment, les travaux publics, les transports, les industries et les services liés à l'industrie sont, en outre, les secteurs concernés. «Ce sont des secteurs très importants. L'industrie est actuellement une préoccupation majeure.

En plus, nous n'avons pas ou très peu d'industrie», a souligné M. Benssassi. L'Agence nationale du développement a été chargée de mettre en place ce nouveau programme de mise à niveau. 20 000 entreprises seraient ciblées en cinq ans. Leur mode de gestion, leurs outils de production et leurs ressources humaines seraient révisés.

3,5 milliards d'euros ont été alloués pour ces opérations. «C'est un programme ambitieux. Je ne dirai pas 20 000 entreprises concernées mais plutôt un maximum d'entreprises», a-t-il indiqué refusant d'avancer un chiffre. Le programme sera officiellement lancé dans la première quinzaine du mois de janvier.



Photo : DR

«J'espère que les choses vont bien se passer. C'est un vaste programme, ce n'est pas simple compte tenu de la typologie des entreprises nationales. 75% d'entre elles sont de très petites entreprises (TPE) et le reste de petites et moyennes entreprises (PME).»

Abordant l'échec du premier programme de mise à niveau, entamé dans le cadre de l'accord d'association avec l'UE, Zaim

Benssassi a indiqué que cette première opération n'avait pas atteint les objectifs fixés, car «les entreprises exportatrices n'étaient pas concernées comme cela a été le cas dans d'autres pays».

Quant à la demande de report de l'échéance du démantèlement des barrières tarifaires à 2020 au lieu de 2017, ledit responsable a estimé que c'est une «excellente initiative». «Il faut voir la fragilité de nos

PME et l'état de notre économie. Dans le cadre de cet accord, il était question que nos PME rivalisent avec les entreprises européennes. Il n'en a rien été ! Ils ont profité de cette opportunité, cela a été un marché pour eux, un déversoir.

Il n'y a pas eu les investissements escomptés, ils ne nous ont rien apporté. Un différé de trois ans, c'est le minimum que l'on puisse demander», a-t-il soutenu.

I. B.

BENBOUZID EN VISITE**D'INSPECTION****À CONSTANTINE :****«Nous devons passer de la quantité à la qualité»**

Lors de sa visite d'inspection qui l'a mené hier dans la wilaya de Constantine, le ministre de l'Education nationale, Boubaker Benbouzid, s'est dit satisfait des résultats de la réforme instituée par son département. Preuve en est, entre autres, le taux de réussite record enregistré au baccalauréat 2010 lequel, avec les autres performances enregistrées, représente «les premiers bourgeons de l'action de son département (...) qu'il faudra laisser fleurir».

Explicitant sa pensée, le ministre, qui place l'Algérie sur le même pied d'égalité que la Turquie en termes de «quantité», soit en nombre de personnes scolarisées et de taux de réussite aux différents examens, a déclaré qu'il était temps de passer de la quantité à la qualité.

«Il s'agit d'améliorer le rendement du système éducatif afin de faire évoluer les choses ! A titre d'exemple, nous avions commencé avec une centaine de mentions 'Très bien' au baccalauréat et nous en sommes actuellement à 5 000, ce qui nous encourage à persévérer.» Concernant la réhabilitation de la lecture en milieu scolaire, Benbouzid nous apprendra qu'«une commission mixte réunissant son département et celui de la Culture a longuement travaillé sur le sujet, et qu'un budget de 30 millions de centimes sera alloué pour chaque établissement afin d'acquiescer les ouvrages nécessaires».

Par ailleurs, le ministre adressera de sévères critiques au directeur de l'Education concernant les délais de livraison des nouveaux établissements scolaires à la Nouvelle-Ville Ali-Mendjeli, en soutenant que la wilaya «a battu tous les records en matière de retard dans la réalisation de ces projets».

H. Issam

Précisions du ministère de l'Energie et des Mines

«Dans votre journal du 29/12/2010, notre attention a été attirée par une annonce publicitaire mensongère publiée par l'organisme «Petroleum Industry Communication» et qui impliquait Monsieur le Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les entreprises sous tutelle dans le parrainage d'un événement que cet organisme compte organiser.

Le Ministère tient à préciser qu'aucun accord de parrainage de cet événement n'a été accordé à cet organisme.

Tout en déplorant cet acte irresponsable et mensonger, le Ministère se réserve le droit de prendre toutes les dispositions que lui confère la loi pour faire valoir ses droits.»

O. Arkam
chargée d'étude et de synthèse

DURCISSEMENT DES CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DU VISA POUR LES COMMERÇANTS**Les explications du consul de France à Alger**

«L'exigence d'une déclaration sur l'honneur dans laquelle le commerçant s'engage à ne pas demander de titre de séjour en France ni à y bénéficier de prestations sociales ou médicales vise à simplifier la procédure de demande de visa de court séjour pour les commerçants algériens.» Ce sont là les explications de Michel Dejaegher, consul général de France à Alger. Le diplomate tentait de justifier les nouvelles dispositions de délivrance de visas au profit des commerçants algériens.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) Contacté, hier, pour des détails sur ces nouvelles mesures, l'attaché de presse du consulat de France à Alger, nous a orienté vers le site du consulat.

Ainsi le consul général de France à Alger Michel Dejaegher, dont les propos ont été publiés, le 29 décembre dernier, sur le site Internet du consulat, a déclaré que «les autorités algériennes et françaises sont sensibles à la nécessité de développer un courant d'affaires en facilitant la circulation des personnes. Et nous œuvrons d'un commun accord dans ce sens».

Le consulat, ajoute la même source, apporte sa

contribution au développement de ce courant d'affaires, d'une part, en facilitant la délivrance des visas aux commerçants algériens et, d'autre part, en veillant à ce que les commerçants français qui souhaitent se rendre en Algérie bénéficient de conditions similaires.

«Nous venons de simplifier la liste des pièces devant être fournies pour solliciter un visa de court séjour en qualité de commerçant pour effectuer des voyages d'affaires en France et, plus largement, dans l'ensemble de l'espace Schengen», a déclaré le consul.

Ces mesures d'assouplissement sont, cepen-

dant, remises en cause par les dernières dispositions prises à l'égard des commerçants pour l'octroi du visa. Ces derniers doivent, désormais, pour obtenir un visa pour la France s'engager à ne pas demander de titre de séjour ni à bénéficier de prestations sociales ou médicales.

Cela, explique-t-on, vise à «s'assurer de la réalité de la qualité de commerçant et de l'activité commerciale afin d'éviter tout abus qui nuirait à l'ensemble des commerçants de bonne foi». Une décision pour laquelle des négociations consulaires n'ont pas été engagées au préalable.

Selon une déclaration du ministère des Affaires étrangères rapportée par l'APS, «les services du ministère des affaires étrangères n'ont été ni informés ni consultés au sujet de cette nouvelle mesure».

Selon la même source, «cette mesure, si elle venait à être confirmée, laisserait planer le doute sur la bonne foi des milieux d'affaires nationaux». Cette décision, ajoute-t-on, «préjuge du

résultat des discussions consulaires devant commencer dans un proche avenir».

Visiblement, les Algériens auront dorénavant de plus en plus de mal à se déplacer en France. Pour rappel, les restrictions en matière de visas ont également touché les journalistes, qui devront désormais fournir une invitation pour pouvoir obtenir ce document. Auparavant, des visas ont été refusés aux représentants de l'Algérie devant participer à la réunion de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, à Paris.

Une information que les autorités françaises ont, par la suite, démentie. La France a délivré un total de 125 027 visas aux Algériens l'année dernière.

En juillet dernier, un rapport de la Cimade, une organisation non gouvernementale, révélait que l'Algérie est le pays qui enregistre le plus fort taux de refus de visas : près de 35%.

S. A.